

MICHAEL SOMMER
PRESIDENT
PRÉSIDENT
PRÄSIDENT
PRESIDENTE

SHARAN BURROW
GENERAL SECRETARY
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE
GENERALSEKRETÄRIN
SECRETARIA GENERAL

M. Mohamed Saïd Fofana
Premier Ministre
BP 21 Conakry
République de Guinée

Courriel: mohamedsaid@afribone.net.gn

DGS/MD/pdc

Le 10 janvier 2012

Guinée: Menace de Fermeture de la Bourse du Travail siège de la Confédération nationale des travailleurs de Guinée (CNTG)

Monsieur le Premier ministre,

La Confédération syndicale internationale (CSI), qui représente 175 millions de travailleurs et travailleuses à travers de 305 organisations affiliées dans 151 pays et territoires, tient à protester vigoureusement contre la menace de fermeture de la Bourse du travail siège de la Confédération Nationale des Travailleurs de Guinée (CNTG).

Comme vous le savez, la Confédération nationale des travailleurs de Guinée (CNTG) a tenu son congrès statutaire les 22 et 24 septembre 2011. Outre les délégués syndicaux, les travaux et les résultats de ces assises ont été également reconnus et validés par une mission syndicale internationale et par l'intersyndicale composée des centrales syndicales guinéennes. Malgré tout cela, la CNTG et les membres de son bureau exécutif ne cessent d'être l'objet d'attaques et d'intimidations de la part d'un groupe dissident bénéficiant au vu et au su de tous les témoins de soutien avéré des autorités du pays.

Sur saisine de la partie dissidente, le tribunal du travail, qui selon les dispositions des articles 263 et 376 du code du travail guinéen n'a aucune compétence pour juger des affaires internes des syndicats, vient d'annuler le congrès statutaire de la CNTG. Egalement, la Cour d'Appel s'apprête à rendre son verdict sur la fermeture de la Bourse du Travail suite également à la demande de la partie dissidente.

La Confédération syndicale internationale (CSI) et ses organisations affiliées dénoncent de la façon la plus ferme toutes ces manœuvres et voudraient rappeler que toute tentative de fermeture du siège de la CNTG serait une violation grave de la liberté syndicale comme stipulée dans la convention 87 ratifiée par la République de Guinée.

Par ailleurs, au cas où cette menace serait mise en exécution, la CSI voudrait préciser qu'elle ajoutera ces nouveaux faits à la plainte déposée auprès de l'OIT.

La Confédération syndicale internationale (CSI) sera attentive à la suite que le gouvernement réservera à la présente situation et espère que les principes de la liberté syndicale seront respectés.



Secrétaire générale

Cc: Mme Fatoumata Toukara, Ministre du Travail et de la Fonction publique,
toukaraf@yahoo.fr
Ambassade guinéenne à Bruxelles, ambaguinee.bruxelles@yahoo.fr, 02/762.60.36